



La présidentielle camerounaise, prévue en octobre 2018, aura lieu dans moins d'un an. Une éternité, si l'on s'attache à la brûlante actualité du pays. Pourtant, de nombreux candidats se sont déjà déclarés, espérant concilier départ précoce et présence dans le sprint final.

Parmi les prétendants, Akéré Muna est sans doute celui qui a réussi le lancement le plus retentissant. Certes, l'avocat n'a pas de parti derrière lui. L'ancien bâtonnier se présente même à une présidentielle pour la première fois. Mais le fils de Solomon Tandeng Muna, ancien Premier ministre, ne manque pas pour autant d'expérience.

Voici de longs mois, bien avant qu'il officialise sa candidature, qu'il songe à imiter son ami le président ghanéen Nana Akufu-Addo, et à faire mieux que son frère Bernard, candidat malheureux mais auteur d'une belle campagne en 2011. Natif du Nord-Ouest, il est pour le moment le seul à pouvoir jouer la carte d'une naissance en zone anglophone, alors que la crise y sévit toujours.

Cinq autres régions sont à l'heure actuelle représentées. Trois ont déjà vu se déclarer deux candidats : l'Ouest, avec Corantin Talla (l'ancien Général Schwarzkopf, exilé aux États-Unis) et l'agronome Bernard Njonga ; le Centre, avec l'entrepreneur Jean Blaise Gwet et le jeune Cabral Libii ; et le Littoral, avec Serge Espoir Matomba et Paul Éric Kingue. L'Est et l'Extrême-

Nord, respectivement avec Olivier Bilé et Garga Haman Adjii, tous deux déjà présents en 2011, devraient également être de la partie.

Les poids lourds attendent encore

Le casting de la présidentielle 2018 reste toutefois incomplet. Sur fond de crise anglophone et de bataille au sujet de la succession ou non de John Fru Ndi, le Social Democratic Front (SDF, opposition) n'a pas encore dévoilé ses plans et a reporté le congrès qui devait décider de l'avenir du parti. Le chairman, candidat en 1992, 2004 et 2011, peut-il rempiler ? Va-t-il passer la main à Joshua Osih, son vice-président, qui avance désormais caché ?

Quoi qu'il en soit, le candidat socialiste devrait avoir en face de lui Maurice Kamto, l'ancien ministre de la Justice, aujourd'hui président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, qui ne fait pas mystère de ses intentions.

Adamou Ndam Njoya (Union démocratique du Cameroun), Kah Walla, Cameroon People Party) ou Jean-Jacques Ekindi (Mouvement progressif) devraient eux aussi en être une nouvelle fois.

Quant à Bello Bouba Maigari, ancien Premier ministre, ministre du Tourisme et président de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP), rien n'est en revanche encore fait. Une partie de ses militants l'y pousse mais il pourrait choisir, comme en 2011, de soutenir le candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, au pouvoir).

Quid de Biya ?

Reste Paul Biya. Le chef de l'État, 84 ans et au pouvoir depuis 1982, n'a pas dévoilé ses intentions. Pascal Messanga Nyamding, cadre du RDPC, a même osé annoncer qu'il se porterait lui-même candidat... tout en précisant qu'il concourrait uniquement si le président choisissait de ne pas se représenter. Mais cela tient d'une hypothèse particulièrement hasardeuse, voire totalement improbable, auquel personne ne croit aujourd'hui.

Selon les textes, le candidat naturel à l'élection est en effet le président national du RDPC. Un poste occupé sans contestation depuis 1985 par un certain... Paul Biya, qui ne montre aucune intention de lâcher les rênes. Pour beaucoup d'observateurs, le président sortant a d'ailleurs déjà débuté sa campagne lors de la dernière Coupe d'Afrique des nations féminine.

Source:Jeune Afrique
